

Dispositif « Kap Photovoltaïque solidaire » de la Région Réunion

Appel à candidatures

Programme Opérationnel Européen
FEDER - FSE+ 2021-2027 (volet FEDER)

Mai 2026

Ce projet est financé par l'Union Européenne dans le cadre du programme FEDER-FSE+ Réunion dont l'Autorité de gestion est la Région Réunion. L'Europe s'engage à La Réunion avec le fonds FEDER.

**Date limite de dépôt des candidatures :
le 30 juin 2026 à 16h00 (heure de La Réunion)**

1- Contexte

A La Réunion, près de 320 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté (*source : Fondation Pour le Logement, L'état du mal logement à La Réunion, 2025*). La précarité énergétique, situation dans laquelle une personne éprouve des difficultés particulières à disposer de l'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires, en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat, concerne à La Réunion près de 170 000 personnes. (*source : ibid*).

Devant ce constat alarmant, il devient primordial de permettre à tous ces foyers d'avoir accès à une énergie à bas coût, tout en favorisant le recours aux énergies renouvelables. Le solaire photovoltaïque permet de répondre aux enjeux de production locale d'énergie renouvelable, tout en faisant réaliser une économie substantielle au ménage bénéficiaire.

Par délibération n°DCP2025_1098 du 18 décembre 2025, la Commission Permanente du Conseil Régional de La Réunion a mis en place le dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* », pour permettre de financer sous conditions, l'installation de centrales photovoltaïques chez des foyers précaires.

Le dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » est cofinancé par la Région Réunion et l'Union Européenne via le FEDER (future fiche action 2.11.4 du Programme Opérationnel Européen FEDER - FSE+ 2021-2027 (volet FEDER)).

Il s'agit pour la Région Réunion de démocratiser le solaire photovoltaïque résidentiel pour améliorer le pouvoir d'achat des réunionnais, créer de l'emploi local, réduire les consommations d'énergie et favoriser l'accès aux énergies renouvelables sur le territoire. Cette action s'inscrit dans le cadre du Plan Solaire Régional : elle vise à accompagner les Réunionnais dans la maîtrise de leurs consommations énergétiques et dans la réduction de leur facture d'électricité.

2- Objet du présent appel à candidatures

Le présent appel à candidatures vise à **sélectionner une ou plusieurs entreprises du secteur du photovoltaïque souhaitant devenir partenaires du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* »** et ainsi faire bénéficier de la subvention régionale et européenne à leurs clients particuliers propriétaires occupants, résidant à La Réunion (974).

Les entreprises sélectionnées à l'issue du présent appel à candidatures signeront une convention de partenariat avec la Région Réunion et Energies Réunion, dont le modèle est fourni en annexe 1. Seules les entreprises partenaires conventionnés pourront faire bénéficier de la subvention « *Kap Photovoltaïque solidaire* » à leurs clients particuliers, sous conditions d'éligibilité, et dans la limite du budget accordé à l'opération.

Le dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » se déroulera en 2 phases :

- 1- **Une première phase d'expérimentation**, avec un nombre d'installations limité, réparties sur tout le territoire réunionnais ;
- 2- **Une seconde phase de massification**, sans restriction territoriale, conditionnée aux résultats de la phase expérimentale, dans la limite du budget accordé à l'opération.

3- Périmètre de l'appel à candidatures

3.1. Phase d'expérimentation

Une première phase expérimentale est prévue avec un volume de **48 installations, soit 2 installations par commune**, prises sur un panel de bénéficiaires dont l'éligibilité aura été préalablement identifiée.

Les 48 installations sont réparties comme suit :

Territoire	Répartition géographique
CASUD 8 installations	Entre Deux : 2 installations Le Tampon : 2 installations Saint Joseph : 2 installations Saint Philippe : 2 installations
CINOR 6 installations	Saint Denis : 2 installations Sainte Marie : 2 installations Sainte Suzanne : 2 installations
CIREST 12 installations	Bras Panon : 2 installations La Plaine des Palmistes : 2 installations Saint André : 2 installations Saint Benoît : 2 installations Sainte Rose : 2 installations Salazie : 2 installations
CIVIS 12 installations	Cilaos : 2 installations Les Avirons : 2 installations L'Etang Salé : 2 installations Petite Ile : 2 installations Saint Louis : 2 installations Saint Pierre : 2 installations
TO 10 installations	Le Port : 2 installations La Possession : 2 installations Saint Leu : 2 installations Saint Paul : 2 installations Trois Bassins : 2 installations

Les candidats peuvent répondre à un, plusieurs ou sur la totalité des territoires. Chaque offre doit être autonome et indépendante par territoire, chaque territoire constituant un périmètre d'intervention distinct. Une sélection sera effectuée indépendamment pour chaque territoire.

Compte tenu des caractéristiques de l'opération « Kap Photovoltaïque Solidaire », la Région Réunion se réserve la possibilité d'attribuer un, plusieurs, ou la totalité des zones géographiques au même lauréat.

L'attribution de la totalité des territoires à un seul lauréat est possible sous réserve que la capacité d'exécution simultanée du titulaire pressenti est dûment justifiée.

La présente clause ne constitue pas une promesse d'attribution, de commande ou de marché. L'identification d'un (ou de plusieurs) opérateur(s) économique(s) à l'issue du présent appel à candidatures ne crée aucun droit acquis à son profit et n'engage pas la Région Réunion à conclure un contrat sur tout ou partie des zones géographiques concernées.

La Région Réunion se réserve le droit de ne pas donner suite au présent appel à candidatures, de modifier les territoires retenus ou de lancer une procédure de mise en concurrence sur tout ou partie des zones selon les modalités qu'elle déterminera.

3.2. Phase de massification

La phase de massification est conditionnée aux résultats de la phase expérimentale.

A l'issue de la phase expérimentale, la Région Réunion pourra décider, après évaluation des résultats obtenus, et sous réserve des dispositions techniques, juridiques et budgétaires applicables :

- Soit de prolonger et/ou d'étendre territorialement le partenariat conclu en phase expérimentale, selon des modalités ajustées qui seront définies par une convention de partenariat mise à jour entre la Région Réunion, Energies Réunion et le (ou les) titulaire(s) retenu(s) ; les modalités de la phase de massification pourront être ajustées d'un commun accord entre les parties le cas échéant ;
- Soit de ne pas donner suite à l'expérimentation, et de mettre fin au partenariat conclu pour la phase expérimentale, sans que cette décision n'ouvre droit à compensation ou indemnité au profit de l'entreprise partenaire.

La participation à la phase expérimentale ne confère aucun droit automatique à participer à la phase de massification. La sélection d'un partenaire pour la phase de massification fait l'objet d'une décision expresse de poursuite du partenariat émise par la Région Réunion.

4- Public visé par l'appel à candidatures

Le dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » est destiné aux professionnels dont l'entreprise est immatriculée à La Réunion (974), ou qui possèdent un établissement secondaire ou une filiale de leur société sur le territoire de La Réunion (974).

Le professionnel partenaire est la personne morale agréée qui assure, sous sa responsabilité pleine et entière, la fourniture, la pose, la mise en service et le bon fonctionnement de la centrale photovoltaïque installée dans le cadre du dispositif. L'entreprise devra pour ce faire posséder les compétences professionnelles nécessaires, ainsi que les garanties légales couvrant explicitement l'ensemble des activités et travaux qu'il réalise.

Seuls les professionnels répondant au présent appel à candidature et retenus à l'issue de la procédure d'instruction pourront intervenir dans le cadre du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » en tant que partenaires agréés.

5- Descriptif du dispositif « Kap Photovoltaïque Solidaire »

Le dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » permet l'attribution sous conditions d'une subvention régionale et européenne à des particuliers qui en font la demande pour l'installation de centrales photovoltaïques individuelles neuves, acquises obligatoirement auprès d'un professionnel partenaire du dispositif.

Le particulier ne dispose pas de la possibilité de percevoir la subvention régionale et européenne sur son propre compte bancaire : une subrogation systématique sera faite en faveur du professionnel retenu par le particulier.

Seules les entreprises partenaires du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » pourront faire bénéficier leurs clients particuliers qui les auront mandatés de la subvention régionale et européenne.

Le montant de la subvention régionale et européenne est ainsi directement déduit du devis.

Les installations photovoltaïques financées doivent respecter un cahier des charges et des prix plafonds (cf. annexe 1 – convention de partenariat).

La subvention est versée par la Région Réunion, sous réserve de la vérification par Energies Réunion de l'éligibilité de la centrale photovoltaïque installée chez le Particulier et sur présentation des pièces nécessaires par le Professionnel permettant d'attester que l'installation est réalisée, fonctionnelle, et conforme aux présentes, dans un délai de 18 mois à compter de la date de notification de la subvention.

Les montants maximums de l'aide « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » sont donnés ci-après. L'aide est calculée en pourcentage du montant total hors taxes des dépenses éligibles, mais elle est plafonnée selon les montants donnés dans le tableau ci-dessous :

Puissance de l'installation PV	1 panneau PV (environ 500 Wc)	2 panneaux PV (environ 1 kWc)
Taux d'aide (% du total HT)	90%	
Montant maximal de l'aide Kap PV Solidaire	1 500 €	2100 €

La puissance minimale des panneaux photovoltaïques est fixée à 400 Wc.

5.1. Prestations éligibles au dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* »

Les prestations éligibles au dispositif sont l'installation de centrales photovoltaïques sans stockage, de puissance inférieure ou égale à 1 kWc, en autoconsommation totale.

Les dépenses éligibles incluent :

- Le matériel nécessaire au fonctionnement de la centrale (modules, accessoires de fixation, onduleur(s) ou micro-onduleur(s), câbles, coffret(s) et organes de protection électrique, etc.) ;
- La réalisation des démarches administratives et techniques nécessaires à l'installation et au financement de la centrale, pouvant inclure une remise en conformité partielle de l'installation électrique bâtiminaire faisant l'objet de la demande de subvention ;
- Les coûts de main d'œuvre nécessaires à la pose et à la mise en service complète du système ;
- Les coûts liés à l'interface utilisateur et à l'accès à distance aux données de production et de consommation des installations financées ;
- Le coût du rapport de contrôle par le CONSUEL.

Les subventions régionales et européennes sont accordées dans la limite de l'enveloppe budgétaire affectée au dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » de la Région Réunion, et dans la limite d'un plafond global des aides de minimis par bénéficiaire. La Région Réunion sollicite le cofinancement des crédits du FEDER sur les dépenses qu'elle réalise sur ce dispositif.

Sont exclus du champ des dépenses éligibles :

- La remise en conformité totale de l'installation électrique bâtiminaire du logement ;
- Les installations photovoltaïques « plug and play » amovibles ;
- Les systèmes de stockage ;
- Les installations réalisées avant la date d'accord de subvention ;
- Les acquisitions faites hors du cadre des entreprises conventionnées ;
- Les frais de maintenance, d'entretien, de réparation ou de remplacement.

5.2. Public éligible au dispositif « Kap Photovoltaïque Solidaire »

Les conditions d'éligibilité du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* » sont les suivantes :

- **Avoir des revenus inférieurs au barème d'éligibilité des aides de l'Agence National de l'Habitat (ANAH) pour les personnes modestes et très modestes (outre-mer).** Ce barème est fixé annuellement au niveau national. Les montants plafonds établis par l'ANAH sont mis à jour annuellement et s'appliquent à compter du 1^{er} janvier de l'année en cours. Il s'agira de vérifier le revenu fiscal de référence présent sur la dernière déclaration de revenus disponible par rapport au barème de l'ANAH de l'année en cours.
- **Être propriétaire occupant de l'habitation qui fait l'objet de la demande. Les cas des demandeurs usufruitiers sont aussi acceptés.** Les demandeurs nus-propriétaires occupants devront obtenir l'accord de l'usufruitier.
- **Être raccordé au réseau de distribution d'électricité.**
- **Ne pas avoir déjà fait l'objet d'une aide régionale et européenne pour du photovoltaïque.**

Les propriétaires bailleurs, logements collectifs, sociétés civiles immobilières, sont exclus du champ d'éligibilité du dispositif.

5.3. Comment bénéficier de l'aide ?

Le particulier prend contact avec Energies Réunion par plusieurs canaux : standard téléphonique (0262 257 257), site Web, ou réseau de points d'accueil de proximité. Au cours de cette phase de caractérisation de la demande, pour pouvoir constituer le dossier, Energies Réunion demande au bénéficiaire les pièces justificatives nécessaires à la vérification des critères d'éligibilité (justificatif de propriété, justificatif de revenus, pièce d'identité, facture d'électricité).

Après vérification de l'éligibilité, pour finaliser le dossier, **le particulier doit ensuite consulter les entreprises partenaires du dispositif en vue d'obtenir un devis et de valider la faisabilité technique de l'installation.** L'entreprise partenaire doit obligatoirement réaliser une visite de site à l'issue de laquelle les prérequis nécessaires à l'installation photovoltaïque sont vérifiés.

Le montant de l'aide « Kap Photovoltaïque Solidaire » est directement déduit sur les devis, l'entreprise se charge ensuite de réaliser la demande de subvention, en transmettant à Energies Réunion le devis signé, la fiche de vérification des prérequis, et la liasse de documents types datés et signés. A l'issue de l'instruction de la demande de subvention par Energies Réunion, **la Région Réunion transmet au particulier et à l'entreprise un courrier de décision.**

La pose de la centrale photovoltaïque a lieu après cet accord d'éligibilité. L'entreprise perçoit le montant de la subvention après la mise en service et vérification de conformité de l'installation. Energies Réunion vérifie l'installation à distance par un questionnaire ou par une visite sur site.

6- Conditions d'admissibilité des candidatures

Pour être admissible, l'entreprise candidate doit attester sur l'honneur :

- **Condamnation définitive** : ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du Code Pénal, à l'article 1741 du Code Général des Impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du Code de la Défense et à l'article L. 317-8 du Code de la Sécurité Intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- **Lutte contre le travail illégal** : ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du Code du Travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ; pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du Code du Travail ;
- **Liquidation judiciaire** : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du Code de Commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- **Redressement judiciaire** : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du Code de Commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du partenariat ;
- **Situation fiscale et sociale** : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de l'appel à candidatures, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;
- **Contentieux avec la Région Réunion** : ne pas être en procédure de précontentieux ou de contentieux vis-à-vis de la Région Réunion à la date de soumission du dossier de candidature.

Ces conditions seront réputées satisfaites par la fourniture d'un dossier administratif complet et conforme, dont le contenu est donné ci-après.

7- Dossier de candidature à remettre

Le dossier de candidature, établi à l'attention de Mme La Présidente du Conseil Régional, devra comporter l'**intégralité** des pièces suivantes :

7.1. Partie administrative

La partie administrative du dossier est composée des pièces suivantes :

- **La convention de partenariat (annexe 1) complétée et signée, en 3 exemplaires** et chaque page de la convention de partenariat visée ;
- **Une lettre de candidature** détaillant les motivations de l'entreprise à devenir partenaire du dispositif d'aide « Kap Photovoltaïque Solidaire » ;
- **L'attestation d'assurance responsabilité civile et garantie décennale** adaptée aux prestations réalisées, valide au moment du dépôt de la candidature, et à mettre à jour pendant toute la durée de validité du partenariat ;
- **Une attestation de régularité fiscale** valide au moment du dépôt de la candidature, et à mettre à jour pendant toute la durée de validité du partenariat ;
- **Une attestation justifiant du paiement des cotisations sociales (URSSAF)** valide au moment du dépôt de la candidature, et à mettre à jour pendant toute la durée de validité du partenariat ;
- **Une certification professionnelle pour son activité photovoltaïque, portant sur la reconnaissance des capacités professionnelles, techniques et financières de l'entreprise pour la conception et la réalisation de travaux de qualité dans le domaine du photovoltaïque.** La certification sera conforme au référentiel établi selon la norme NF EN ISO 17065, et sera à conserver pendant toute la durée de validité du partenariat.

Sont acceptées :

- La qualification RGE QualiPV 36 ou RGE QualiPV 500
- La qualification QualiBAT 5911 (Installations photovoltaïques de puissance inférieure à 36 kVA) ou supérieure ;
- La certification QUALIFELEC SPV 1 (Installations photovoltaïques de puissance inférieure à 36 kVA) ou supérieure ;
- **Un extrait K-bis de la société datant de moins de 6 mois**
- **Le RIB de la société (format IBAN BIC) ;**
- **La preuve d'adhésion de l'entreprise à l'éco-organisme SOREN (recyclage des panneaux photovoltaïques)**
- **Une présentation de l'entreprise et de ses effectifs** : dans le cas du recours à la sous-traitance, celui-ci doit être identifié dès le stade du dépôt du dossier et doit aussi respecter les exigences de certification ;
- **Le chiffre d'affaires de la société** sur les 3 derniers exercices (les **prévisions de chiffres d'affaires** pour les années manquantes si la société n'a pas encore trois ans d'activité),

7.2. Partie technique

La partie technique du dossier de candidature comprendra :

- **Le mémoire dûment rempli selon le modèle fourni en annexe 5 ;**
- Les **fiches techniques** des modules, système de pose, onduleurs, coffrets de protection, accessoires divers, faisant apparaître les performances attendues dans **l'annexe 1** ;
- Les **schémas électriques unifilaires de chaque centrale proposée**, permettant d'identifier les différents organes de production, de conversion, de régulation, de protection, la section des câbles, les tensions, courants et calibres en jeu ;
- Les **avis techniques (ou notes de calcul) relatifs à la tenue aux conditions tropicales et cycloniques des procédés de pose** mis en œuvre pour les modules ; le but étant de justifier la résistance aux vents cycloniques du système de fixation proposé pour les panneaux
- Un (ou plusieurs) **exemple(s) d'étude(s) de productible** réalisée pour les configurations proposées dans le cadre du dispositif « Kap Photovoltaïque solidaire » ; les études de productibles proposées devront être représentatives du cas d'usage ciblé par le dispositif d'aide (centrales inférieures ou égales à 1 kWc en autoconsommation totale)
- Une **liste de références sur les centrales photovoltaïques réalisées à La Réunion** à la date du dépôt de la candidature ;
- Les **certificats de conformité** suivants pour le matériel :
 - CE, TUV, IEC 61215 et IEC 61 730-1 pour les panneaux photovoltaïques ;
 - DIN VDE 0126-1-1 ou évolution ultérieure pour les onduleurs.

7.3. Partie économique

La partie économique du dossier de candidature comprendra :

- Les **propositions commerciales établies selon le bon de commande type**, pour toutes les centrales qui seront commercialisées dans le cadre du dispositif « *Kap Photovoltaïque Solidaire* », incluant **les prix complets des centrales, leur modalités de paiement** ainsi que **leurs conditions générales de vente** ;
- La **grille technique et tarifaire** dûment remplie.

8- Modalités de dépôt de candidature

8.1. Retrait des dossiers de candidature

Le dossier de l'appel à candidatures est composé :

- Du présent règlement
- Des annexes :
 - Annexe 1 – convention de partenariat « Kap Photovoltaïque solidaire »
 - Annexe 2 – grille technique et tarifaire à remplir et à joindre au dossier
 - Annexe 3 – modèle de devis type à utiliser pour l'opération « Kap Photovoltaïque solidaire »
 - Annexe 4 – modèle de facture type à utiliser pour l'opération « Kap Photovoltaïque solidaire »
 - Annexe 5 – modèle de mémoire à remplir

Ce dossier est téléchargeable intégralement sur le site : <https://energies-reunion.com>

Des modifications de détails peuvent être apportées au présent règlement ainsi qu'au dossier d'appel à candidatures, au plus tard 15 jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures.

8.2. Dépôt des candidatures

Le dépôt des candidatures se fera exclusivement par mail à l'adresse suivante :

kapphotovoltaique@energies-reunion.com

Chaque dépôt de candidature fera l'objet d'un accusé réception par voie électronique.

Aucun autre mode de transmission des candidatures ne pourra être accepté.

8.3. Périodicité de l'appel à candidatures

La Région Réunion se réserve le droit de relancer la procédure d'appel à candidature de manière semestrielle, en modifiant tout ou partie du présent règlement et des annexes éventuels.

9- Analyse des candidatures

9.1. Critères d'analyse

Les candidatures seront analysées par la Région Réunion et Energies Réunion sur la base des critères suivants :

1. Valeur technique : 45 points

- 1.1. Méthodologie de vérification des prérequis de l'installation PV chez la famille : 15 points
- 1.2. Puissance / production d'énergie & autoconsommation par kit : 15 points
- 1.3. Qualité et performance du matériel proposé : 15 points

Une note technique, sur 45 points, est obtenue par addition des notes obtenues à chaque sous-critère.

2. Valeur économique : 40 points

- 2.1. Prix proposé pour les installations, notamment minimisation du reste à charge pour les familles bénéficiaires : 20 points
- 2.2. Propositions de facilités de paiement pour le reste à charge : 20 points

Une note économique, sur 40 points, est obtenue par addition des notes obtenues à chaque sous-critère.

3. Valeur sociale et environnementale : 20 points

- 3.1. Création et pérennisation d'emplois sur le territoire : 10 points
- 3.2. Gestion de la fin de vie des installations : 10 points

Une note sociale et environnementale, sur 20 points, est obtenue par addition des notes obtenues à chaque sous critère.

La note finale est obtenue par addition des notes obtenues à chacun des critères 1,2 et 3 détaillés précédemment (note technique + note économique + note sociale & environnementale).

9.2. Grille de notation

Les critères d'analyse listés au paragraphe 9.1 seront notés selon les grilles données ci-dessous :

Pour les critères notés sur 20 points :

Note	Appréciation	Description indicative
0	Insuffisant	Réponse absente ou hors sujet. Eléments non exploitables
5	Peu satisfaisant	Réponse partielle. Manque de précisions ou de pertinence.
10	Moyennement satisfaisant	Réponse claire et globalement adaptée. Eléments cohérents et exploitables malgré quelques limites.
15	Satisfaisant	Réponse complète, précise et pertinente. Méthodologie solide, garanties claires et forte adéquation au besoin.
20	Très satisfaisant	Réponse excellente proposant une forte valeur ajoutée au regard des exigences demandées.

Pour les critères notés sur 15 points :

Note	Appréciation	Description indicative
0	Insuffisant	Réponse absente ou hors sujet. Eléments non exploitables
5	Peu satisfaisant	Réponse partielle. Manque de précisions ou de pertinence.
10	Satisfaisant	Réponse claire et globalement adaptée. Eléments cohérents et exploitables malgré quelques limites.
15	Très satisfaisant	Réponse complète, précise et pertinente. Méthodologie solide, garanties claires et forte adéquation au besoin.

Pour les critères notés sur 10 points :

Note	Appréciation	Description indicative
0	Insuffisant	Réponse absente ou hors sujet. Eléments non exploitables
4	Peu satisfaisant	Réponse partielle. Manque de précisions ou de pertinence.
8	Satisfaisant	Réponse correcte et cohérente, manque de précisions sur certains points
10	Très satisfaisant	Réponse complète, claire et pertinente.

9.3. Suite de la procédure

Seuls seront examinés les dossiers reçus au plus tard à la date et l'heure limite de réception, mentionnée en en-tête du présent règlement.

Au cours de l'analyse des candidatures, si Energies Réunion (ou la Région Réunion) constatent qu'une pièce ou une information demandée est absente ou incomplète, ils se réservent le droit de demander aux candidats de compléter leur dossier, dans un délai approprié et identique pour tous.

Attention : cela n'est pas obligatoire, il est recommandé aux candidats de vérifier la complétude de leur dossier de candidature avant envoi.

Sont éliminées :

- Les candidatures non recevables au regard des conditions d'admissibilité énoncées au paragraphe 6 ;
- Les candidatures transmises hors délai ou ne respectant pas les modalités de transmission des candidatures listées à l'article 8 ;
- Les candidatures incomplètes ou restées incomplètes à la suite d'une demande de compléments effectuée par Energies Réunion ou la Région Réunion ;
- **Les candidatures qui totalisent un nombre de points inférieur à 70 au regard des critères énumérés au 9.1 et à la grille de notation au 9.2.**

Les candidats seront informés par courrier de la décision prise par la Région Réunion à l'issue de l'analyse de leur dossier de candidature.

La participation au présent appel à candidatures, quel qu'en soit le résultat, ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de la Région Réunion ou d'Energies Réunion vis-à-vis des candidats.

La sélection des candidats constitue une démarche préalable à la recevabilité des dossiers de demandes d'aide et ne garantit pas l'éligibilité systématique des dossiers présentés par ces derniers à la subvention.

Les candidats sélectionnés à l'issue de la procédure d'appel à candidature bénéficieront d'une convention de partenariat tripartite avec Energies Réunion et la Région Réunion.

La participation au présent appel à candidatures ne crée aucun droit automatique du professionnel à la signature d'une convention ou à l'attribution de marchés ou de missions. La Région Réunion se réserve le droit d'exclure tout professionnel ne répond pas aux exigences de l'appel à candidatures, ou ne respectant pas ses engagements ultérieurs.

10-Contact et questions

Les demandes de précisions des candidats devront être formulées **exclusivement par écrit à l'adresse électronique kapphotovoltaique@energies-reunion.com** au plus tard dans un délai de 10 jours ouvrés avant la date limite de remise des candidatures.

Energies Réunion et la Région Réunion disposent d'un délai de 5 jours ouvrés pour apporter une réponse aux candidats.

11- Voies et délais de recours

Les candidats non retenus ont la possibilité d'exercer leur droit de recours auprès de la Direction des Affaires Juridiques et Commande Publique de la Région Réunion.

Annexe 1 – Convention de partenariat « Kap Photovoltaïque Solidaire »

Voir fichier dédié

Annexe 2 – Grille technique et tarifaire à remplir

Voir fichier dédié

Annexe 3 – Devis type à remettre lors des demandes d'éligibilité

Le modèle ci-dessous est le contenu minimum obligatoire pour les devis & bons de commande.



Logo
partenaire

**Opération « Kap Photovoltaïque
Solidaire »**

Partenaire
Adresse
Tel
Mail
SIRET
Qualification / Numéro
N° Assurance :

Nom Prénom du/des particuliers
Adresse de facturation
Adresse de livraison (si différente)

N° Devis :
Date du devis :

Nom commercial / descriptif du produit proposé

Désignation	Qté	P.U.H.T.	P.T.H.T.	TVA *
Modules photovoltaïques marque XXXX – modèle XXXX Puissance unitaire : XXX Wc				
Eco participation modules				
Onduleur de marque XXXXX – modèle XXX Puissance unitaire : XXX kVA				
Coffret de protection CC/AC				
Système de supervision				
Main d'œuvre : pose, câblage, paramétrage, mise en service				
Démarches administratives : DP, demande de subvention, demande de raccordement				
Attestation de conformité CONSUEL				
Remise(s) éventuelle(s)				

Mention : Devis établi sous réserve de financement régional et européen

* : code TVA, % ou montant

Durées et conditions de garantie
Modalités de paiement
Délai d'installation

Total HT	
TVA	
Total TTC	
Subvention Région et Europe	
Net à payer € TTC	

Formulaire de rétractation - mentions légales

Signature du/des particulier(s)

Annexe 4 – Facture type à remettre lors des demandes de paiement

Le modèle ci-dessous est le contenu minimum obligatoire pour les factures.



Logo
partenaire

**Opération « Kap
Photovoltaïque Solidaire »**

FACTURE

Partenaire
Adresse
Tel
Mail
SIRET
Qualification / Numéro
N° Assurance :

Nom Prénom du/des particuliers
Adresse de facturation
Adresse de livraison (si différente)

N° Facture:
Date de la facture :
Établie selon devis n° du JJ/MM/AAAA

Nom commercial / descriptif du produit proposé

Date de livraison :

Désignation	Qté	P.U.H.T.	P.T.H.T.	TVA *
Modules photovoltaïques marque XXXX – modèle XXXX Puissance unitaire : XXX Wc				
Eco participation modules				
Onduleur de marque XXXXX – modèle XXX Puissance unitaire : XXX kVA				
Coffret de protection CC/AC				
Système de supervision				
Main d'œuvre : pose, câblage, paramétrage, mise en service				
Démarches administratives : DP, demande de subvention, demande de raccordement				
Attestation de conformité CONSUEL				
Remise(s) éventuelle(s)				

Mention : Facture acquittée

* : code TVA, % ou montant

Modalités de paiement

Total HT	
TVA	
Total TTC	
Subvention Région / Europe	
Net à payer € TTC	

Annexe 5 – Modèle de mémoire technique

Cf. fichier dédié